

REGULARISATION

La Belgique n'est pas l'exemple à suivre

Laurent Mosar est président de la Commission juridique parlementaire et il défend quatre conditions pour une procédure de régularisation des sans papiers.

WOXX: *Les différents partis politiques sont d'accord sur le principe d'une régularisation depuis quel temps. Quels sont les détails qui donnent le plus matière à discussion dans la Commission Juridique?*

Laurent Mosar: La volonté est de régulariser des personnes qui ont du travail. C'est donc là une première condition. Condition qui sera évidemment liée à une certaine durée de résidence. Mon parti propose le 1er janvier 2000 comme date-butoir. Un grand consensus existe également

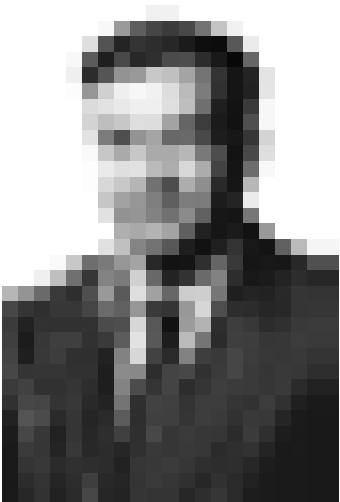
sur la prise en compte de raisons humanitaires et familiales. Toutes les fractions semblent d'accords sur cette direction, mise à part de légères différences au sujet de la date-butoir, dont le délai exact reste à fixer. Les opinions divergent sur la nécessité de la proposition du POSL, et des Verts, d'aller encore un peu plus loin. Selon leurs propositions, le travail ne serait pas une condition et toutes les personnes résidant depuis plusieurs années au Luxembourg sans papiers auraient droit à cette mesure de régularisation.

Qu'en est-il de l'intégration par le travail pour des personnes demandeuses d'asile répertoriées par le ministère de la Justice?

En principe, on est d'accord de faire profiter aussi les réfugiés d'une telle mesure, dans la mesure, évidemment, qu'ils remplissent des conditions identiques. Mais il ne faut pas, à l'avis de ma fraction, jeter les problématiques des sans papiers et des demandeurs d'asiles dans un même pot. Le statut de réfugié a avec la Convention de Genève une base juridique claire et précise. La question des sans papiers se pose à un autre niveau. Bien sûr, parmi les demandeurs d'asile, il y a un grand nombre de personnes qui n'auront pas de statut parce qu'il ne sont pas des réfugiés politiques d'après les termes de la Convention de Genève. Il est inévitable de mener un débat sur notre droit d'asile, vu le petit pourcentage de demandes qui

aboutissent. Mais, encore une fois, il ne serait pas sain de mélanger différentes situations juridiques en voulant intégrer sans papiers, demandeurs d'asile déboutés ou non, dans une même procédure de régularisation. Le statut de réfugié politique ne doit pas être affaibli par des mélanges de termes et de situations, ce que le "Flüchtlingsrot" veut lui-même prévenir. Il y a bien eu quelques divergences entre les fractions, certaines défendant l'avis qu'il ne faut pas faire ces différences.

Pourquoi le gouvernement luxembourgeois se décide-t-il finalement à procéder à une régularisation?



Président de la Commission juridique parlementaire: Laurent Mosar.

Le consensus dans la population prime sur le consensus politique. Régulariser par le travail est la bonne mesure à prendre, car il existe là un consensus dans l'opinion publique. L'étude ILRES l'a bien montré.

Les questions d'asile étant parmi les sujets les plus sensibles de l'actualité politique, un tel consensus populaire est nécessaire pour éviter que des groupements d'extrême-droite ne puissent profiter de sentiments d'insatisfaction provoqués par une politique irréflective.

Voilà pourquoi il est important de traiter de ces matières sur base d'un large consensus, sans en faire un sujet de combats politiques.

Une régularisation n'est pas garante d'une politique d'asile plus ouverte en définitive. L'exemple belge vous inspire quoi pour le Luxembourg?

La Belgique n'est pas l'exemple à suivre. Je crois que le Luxembourg a besoin d'une procédure de régularisation simple. Il y a évidemment une certaine subjectivité dans la fixation de conditions dans une réglementation ou un texte de loi. Les conditions du travail et de la résidence me semblent évidentes. La plus grande subjectivité règne sans doute dans la

Sans papiers: Après la pluie, le beau temps?

Le 15 mars prochain, la Chambre des Député-e-s débattrra d'une possible régularisation des personnes en situation administrative irrégulière, dites sans papiers. Le point des discussions au Luxembourg, les exemples européens et des cas de figure, montrant comment on peut devenir irrégulier au Luxembourg.

UNION EUROPEENNE

Régularisation à l'étranger

Dix Etats membres de l'Union Européenne ont procédé, dans les années 90, à une ou plusieurs opérations de régularisation de personnes en situation administrative irrégulière...

L'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, et aussi le Luxembourg.

De 1974 à 2000, quelque 1,5 million de personnes ont ainsi été régularisées au sein de l'Union européenne, c'est-à-dire se sont vues accorder un droit de séjour.

Différents critères de régularisations ont été utilisés par les Etats: la présence sur le territoire durant une certaine période, la possibilité d'insertion sur le marché de l'emploi, l'intégration de la personne dans la société d'accueil, des critères humanitaires et/ou de santé, ...

Plusieurs Etats ont, à travers la régularisation, voulu tirer les conséquences du fait que beaucoup de personnes en situation administrative irrégulière ont souvent vécu, pendant des années, sur leur territoire, et ont montré divers signes d'intégration.

La France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont exigé une certaine durée de résidence comme critère de régularisation. Pour la France, la durée de séjour était fonction des types de personnes (par

exemple trois ans pour des familles avec enfants); pour la Belgique six ans étaient exigés (cette période était ramenée à cinq ans en cas de présence d'enfant(s) en âge de scolarité); pour l'Espagne et l'Italie, la durée exigée était inférieure à un an.

Ces critères n'étaient pas les seuls

Soit d'autres critères existaient en fonction desquels un candidat à la régularisation à pu introduire une demande de régularisation: par exemple pour la Belgique, les personnes qui ne peuvent pas retourner, pour des raisons indépendantes de leur volonté (situation dans le pays d'origine ou impossibilité d'obtenir des autorités du pays d'origine les documents nécessaires au retour), ou encore les personnes gravement malades.

Soit le critère de résidence était jumelé à d'autres critères pour que les personnes puissent être régularisées, notamment celui de l'insertion sur le marché de l'emploi, par exemple pour l'Italie.

Le niveau d'exigence de ce critère peut varier de pays en pays selon que la personne

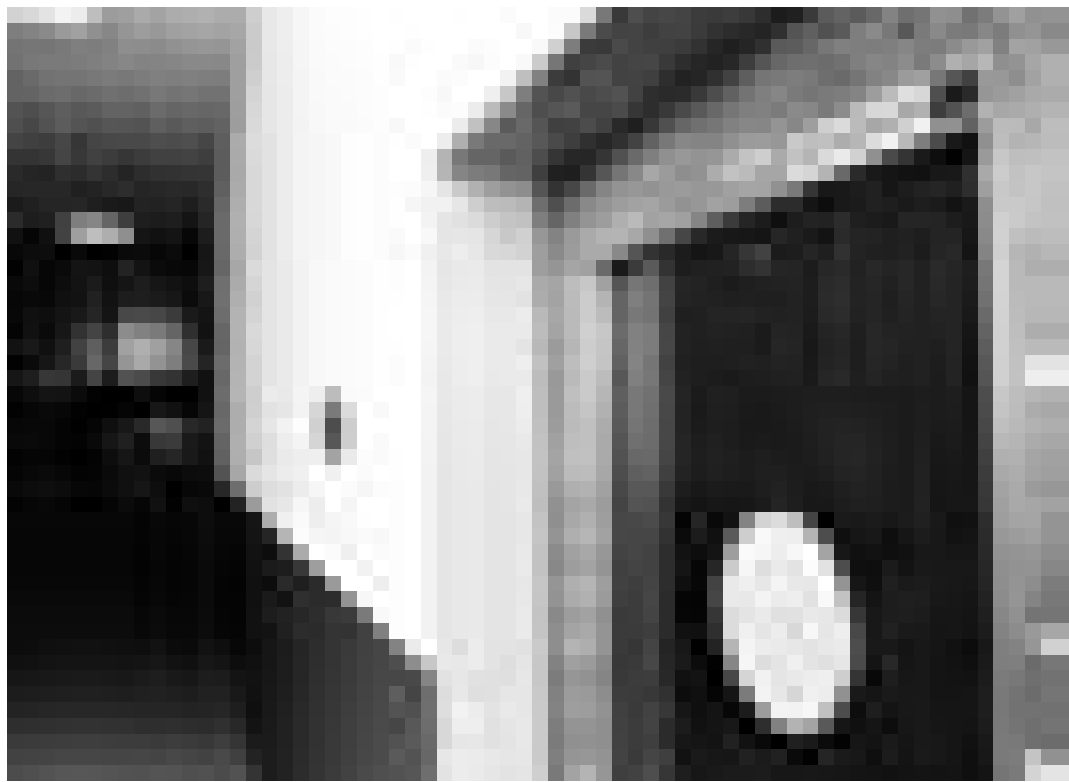
concernée a travaillé ou travaillé au moment de la régularisation ou selon qu'elle puisse apporter une promesse d'embauche.

Plusieurs Etats tiennent compte, dans les critères de régularisation de la présence de membres de famille de la personne en situation irrégulière, considérée comme attache sociale au sein du pays d'accueil.

Il convient de noter enfin que, si certains pays ont prévu de régulariser plus particulièrement des personnes en raison de la longueur de la procédure d'asile, ou celles qui ont obtenu une réponse négative après un long délai d'attente (critère spécifique), plusieurs pays prévoient également la régularisation des demandeurs d'asile déboutés s'ils remplissent les autres critères exigés dans les pays

(durée de résidence, insertion sur le marché de l'emploi, ...), notamment la Belgique et l'Espagne. L'Allemagne a régularisé des demandeurs d'asile, déboutés ou non, qui vivent avec au moins un enfant mineur et qui sont arrivés en Allemagne avant le 1er juillet 1993.

Plate-forme - "Régularisation des sans papiers", asti.caritas.clae. lcgb.ogb-l.sesopi.



Dix pays européens ont procédé dans les années 90 à des régularisations de sans papiers. (photo: Christian Mosar)



Un "quartier" d'habitation pour une famille de réfugié-e-s au Don Bosco. Le travail leur permettrait une "vie digne".
(photo: Germain Kerschen)

définition exacte des conditions pour faire valoir des raisons humanitaires. Par contre, la liberté d'appréciation des raisons de parenté est plutôt restreinte. Avec ces conditions, il sera sans doute possible de parvenir à une décision de manière plus facile, plus rapide et plus objective qu'en Belgique. Si l'on prend par exemple la date-butoir du 1er janvier 2000, je peux m'imaginer qu'un grand nombre de personnes rempliront ces conditions.

Vous avez un chiffre?

Il n'y a évidemment que des estimations à ce sujet. On parle actuellement de 5.000 sans papiers au Luxembourg.

Et qu'en est-il de la responsabilité des patron-ne-s?

Il n'est pas facile de décider si l'on doit, oui ou non, procéder à une sorte d'amnistie pour répondre à cette question. C'est un point beaucoup discuté par la Commission comme, sans doute, par le Gouvernement. Ce qu'il faudra assurer, en tout cas, c'est qu'un patron, qui profiterait donc aussi des mesures de régularisation, déclare son employé selon les conditions légales et le paye en conséquence. Un contrat de travail s'impose évidemment.

En même temps, il faudra sanctionner sévèrement les patrons qui continueront à se servir sur le marché noir, non-obstant de cette procédure de régularisation.

Reste encore le problème des arriérés sociaux. La législation sociale actuelle exige que ceux-ci soient payés. Il faudra donc probablement légiférer à ce niveau du moins.

Interview réalisée par
Germain Kerschen

Pas de chômage après Villeroy & Boch

De nationalité capverdienne, elle est mariée et mère d'un enfant né au Luxembourg. Elle est titulaire d'une carte de séjour valable jusqu'à 2004. Elle travaillait un an auprès de Villeroy & Boch, avec un contrat à durée déterminée et un permis de travail A pour la durée du contrat. L'Administration de l'Emploi lui refuse le paiement de l'indemnité de chômage sur base du fait qu'elle ne serait plus disponible sur le marché du travail, étant donné qu'elle n'a plus de permis de travail après avoir quitté l'entreprise.

Refus militaire fatal

Enad est âgé de 26 ans. Il est Musulman et provient de Rozaje au Sandjak monténégrin. En 1994, lors de la guerre en Bosnie, il a refusé de faire son service militaire au sein de l'armée yougoslave et a dû fuir. Il y a plus de six ans, il a rejoint ses trois frères et soeur, travailleurs immigrés au Luxembourg. Ses frères et soeur sont ici depuis longtemps – l'ainé, ici depuis 18 ans, est même naturalisé Luxembourgeois – et tous travaillent légalement. La demande de regroupement familial que la fratrie a introduit pour Enad, le cadet de la famille, n'a pas abouti parce qu'il avait plus de 18 ans. Une demande de permis de travail du patron d'un des frères a également été refusée, car le Luxembourg mit fin en 1991 à l'accord de main-d'oeuvre avec l'ancienne Yougoslavie. Comme les frères et soeur n'avaient jamais enfreint la loi du Luxembourg, ils ont recommandé à leur cadet de ne pas rester comme clandestin, mais de faire comme les autres: demander asile. Deux années plus tard, cette tentative s'est soldée également par un échec: le refus de faire le service militaire ne relèverait pas de la Convention de Genève. Mais la situation reste explosive dans sa région d'origine qui se situe à dix kilomètres de la frontière entre la Serbie et le Kosovo. Enad poursuivit sa vie ici, irrégulièrement, car il ne peut pas rentrer en sécurité dans son pays. Il ne reçoit aucune aide et sa famille le soutient tant bien que mal car leur niveau de vie est faible. En juillet 2000 il reçoit un ordre de quitter le territoire. Après six ans, son père est mort au pays d'origine et sa mère a rejoint légalement ses enfants au Luxembourg. Il refuse de retourner dans un pays où il n'a plus rien ni personne et où le service militaire l'attend toujours.

Mariée au Luxembourg

Une jeune femme turque est venue au Luxembourg il y a deux ans. Elle s'est mariée à un Luxembourgeois. Déjà quelques mois après le mariage, son mari a commencé à être violent à son égard. Elle n'avait pas le droit de sortir ou de voir des amis. Financièrement elle était dépendante de son mari, qui la contraignait à se débrouiller avec l'argent de poche qu'il lui donnait. Quand il la viole, elle s'enfuit chez une copine. Son autorisation de séjour est encore valable quelques mois. Elle a essayé à plusieurs reprises de sauver son mariage, mais les problèmes réapparaissent à chaque tentative de réconciliation. Pour l'instant, elle cherche du travail qui lui permettrait de rester au Luxembourg. Or la pratique administrative montre que son autorisation provisoire de séjour risque de ne pas être renouvelée, vu qu'elle ne vit plus en communauté avec son mari.

Mariée au Luxembourg 2

De nationalité bulgare, elle est venue au Luxembourg en 1997 et s'est mariée à un Allemand. Dans le ménage vivaient également les enfants du premier mariage du mari, qui n'arrivaient pas à accepter une nouvelle femme dans la vie de leur père. Ils ont tenté, par tous les moyens, de la faire sortir de la maison familiale. Cette situation, déjà difficile à vivre, a fini par devenir insupportable quand son mari fait preuve de violence envers elle. Elle se réfugie dans un foyer pour femmes en détresse. A l'échéance de son autorisation de séjour, l'administration n'a plus renouvelé son autorisation de séjour parce qu'elle ne vivait plus avec son époux. Elle a dû quitter le foyer pour s'installer dans un petit appartement. La demande de renouvellement de son autorisation de séjour est restée, jusqu'à ce jour, sans réponse ...

Avis

Recrutements auprès de l'Etat

Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera le 2 avril 2001 un examen-concours en vue de recruter des

cantonniers

Certificats d'études requis: certificat de fin d'études primaires

Date de l'examen concours lundi, le 2 avril 2001

Age minimum requis: 17 ans

Relevé des vacances de poste

Administration des Ponts et Chaussées:	4
Administration du Cadastre et de la Topographie:	1
Les intéressé(e)s de nationalité luxembourgeoise voudront adresser leur demande de participation avant le vendredi, 16 mars 2001 au	
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	
Service de recrutement	
Boîte postale 106	
L-2011 Luxembourg	

La demande de participation doit obligatoirement être accompagnée d'un extrait de l'acte de naissance, d'une copie de la carte d'identité et d'une copie certifiée conforme du certificat de fin d'études primaires. Les intéressé(e)s ayant dépassé l'âge de 40 ans pourront demander une dispense de la limite d'âge.

Le Ministère fera parvenir aux candidat(e)s, après réception de leur demande, le programme détaillé de l'examen concours ainsi que les renseignements concernant les autres pièces à produire. Les épreuves préliminaires à l'examen concours en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu le lundi, 26 mars 2001 (uniquement pour les candidat(e)s qui présentent un certificat d'études d'étranger). Renseignements supplémentaires: 478-3237; 478-3224; 478-3124.

(Communiqué par le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative)

Vacances de poste

Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Action Humanitaire

annonce quatre vacances de poste à durée déterminée en tant que

Junior Professional Officer (JPO)

Au sein du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies

pour la Population (FNUAP) des

Nations Unies

dans le cadre de la coopération au développement

Le contrat est fixé à une durée initiale d'un an et peut être prorogé d'année en année pour une durée maximale de quatre ans. Après une formation à New York, le JPO travaillera dans un pays en voie de développement en tant qu'administrateur de programme au sein d'un bureau local du PNUD/FNUAP.

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes:

- être ressortissant(e) luxembourgeois (e);
- être âgé (e) au maximum de 31 ans au 1er janvier de l'année au cours de laquelle le candidat est sélectionné par le PNUD/FNUAP;
- posséder une formation post-universitaire ou équivalente;
- avoir une parfaite connaissance des langues française et anglaise. (La connaissance d'autres langues officielles des Nations Unies est considérée comme un avantage).

Les candidats doivent manifester un intérêt et une sensibilité particulière pour le milieu social et culturel des pays en développement et posséder l'aptitude à vivre et à travailler dans un des pays les moins développés du monde.

Une interview de présélection des candidat(e)s étant prévue pour la première moitié du mois d'avril 2001 à Luxembourg, ils/elles voudront soumettre leurs notices biographiques munies de leurs diplômes (copies) ainsi que de leur certificat de nationalité au plus tard pour le 9 mars 2001 au Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération, 6, rue de la Congrégation, L-2911 Luxembourg (à l'attention de M. Armand Muno tél: 478 2361) .

Le Ministère organisera une séance d'information pour les candidat(e)s intéressé(e)s début mars 2001.

Administration des Services vétérinaires

Postes vacants

L'Administration des Services Vétérinaires se propose d'engager début 2001

2 (deux) Laborantins Dipl. (M/F) dont un à plein temps et un à mi-tâche (20 h. p. semaine)

pour les besoins du laboratoire de médecine vétérinaire.

Les demandes avec CV sont à adresser au directeur de l'Administration des Services vétérinaires B.P. 1403, L-1014 Luxembourg, pour le 12 mars 2001 au plus tard.